

PROVENCE

MARSEILLE

Une « affaire »
en pleine grève
à l'Intercontinental



L'enquête dure depuis plusieurs mois. Vendredi, l'information a été rendue publique. C'est dans un contexte tendu de grève des salariés à l'Intercontinental que la direction de la multinationale anglaise expose cette affaire judiciaire. Deux salariés, le chef de salle de la brasserie et son adjoint, auditionnés en garde à vue, doivent être convoqués par un magistrat pour « abus de confiance », accusés d'avoir détourné « des dizaines de milliers d'euros » selon la direction de l'établissement de luxe du Vieux-Port de Marseille. De leur côté, les grévistes continuent leur piquet de grève bruyamment sur le parvis de l'hôtel : « Cette affaire n'enlève rien à notre combat pour des salaires réévalués et au paiement de toutes les heures ». Après l'intervention de la Direccte, les NAO prévues en juin ont été avancées en janvier.

PACA

Élections
professionnelles :
chez Seris, la CGT
fait carton plein

La CGT a fait carton plein aux élections professionnelles chez Seris Sud Est avec 43,07 % des voix. C'est au sein de ce groupe leader de la sécurité privée en France que les agents avaient entamé un mouvement de grève le 7 novembre sur les sites d'Aix-en-Provence, Fos et Bouc-Bel-Air, notamment pour obtenir le paiement des heures supplémentaires et des fiches de paie lisibles. Par ailleurs, le responsable syndical CGT salarié à Cadarache avait été convoqué sans motif samedi matin pour un entretien préalable à une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Forte de ce résultat du premier tour et dénonçant les pressions dont ses représentants sont l'objet, la CGT appelle à la mobilisation pour le deuxième, pour de meilleures conditions de travail.

Sans fret à Miramas, 225 000 camions de plus sur la route

FERROVIAIRE

À Miramas, la CGT cheminots livre ses révélations sur un nouveau scandale environnemental et social en cas d'abandon de sa gare de triage.

On est à la croisée des chemins», prévient le maire de Miramas Frédéric Vigouroux (PS). « Soit nous sommes pour le développement durable, la sécurité, soit on rajoute à l'encombrement et la pollution sur nos routes. » Une sombre perspective qui inquiète beaucoup la CGT cheminots de Miramas. Vendredi, pour défendre la gare de triage SNCF de la ville, le syndicat en présence du maire et de plusieurs élus du territoire, livrait ainsi les conclusions d'un rapport de la Dreal – donc des services de l'État –, affirmant que si rien n'était entrepris pour sa rénovation, « le triage ne pourrait être maintenu en l'état » au-delà de 2021 et son abandon « pourrait générer chaque année 225 000 poids lourds supplémentaires sur les routes de la région », le texte précisant que « la moitié de ces camions transporte des matières dangereuses ».

À Miramas, malgré son emplacement stratégique sur l'arc Italie-Espagne, la gare de triage du Sud-Est reste menacée faute d'investissement pour sa rénovation. En plus des retombées sur la santé et d'un trafic routier déjà saturé, le maire dé-



Selon Thierry Nardy (CE Fret SNCF), « la moitié de la dette de la SNCF vient des intérêts versés aux banques, près de 200 millions d'euros par an. L'équivalent de 10 triages neufs ou de 3 000 emplois ».

PHOTO J.Z.

nonce les pertes d'emplois pour sa ville alors que la gare de triage fait travailler quelque 500 personnes entre cheminots, personnels logistiques, sous-traitants...

12 % de fret au Grand Port

Mais la vérité est que les enjeux économiques sont énormes pour la région entière. Aujourd'hui, une seule ligne de fret relie le Grand Port de Marseille à la gare de triage. À titre de comparaison, celui de Hambourg en possède huit. « Seuls 12 % des marchandises qui arrivent sur les ports de Marseille et Fos suivent sur le rail, c'est largement insuffisant », pointe le député PCF Pierre Dharréville qui avance le rôle à jouer des collectivités et de l'État. « Il faut imposer l'exigence

d'un service public du fret à la hauteur des enjeux environnementaux, sociaux et d'aménagement du territoire pour notre pays. »

En 2008, la SNCF choisissait d'abandonner le tri de wagons isolés, le cœur du site de Miramas qui achalandait les marchandises de toutes les petites et moyennes entreprises de la région. Comme ailleurs, ces dernières ont fait le choix des camions, plus avantageux fiscalement avec l'entretien des routes assuré par la collectivité. Au 1^{er} janvier, la SNCF entend poursuivre la désorganisation du fret en transformant sa branche en Société anonyme simplifiée. Mais la bataille n'est pas jouée. « Les mobilisations, la mise sur la place publique, la résistance peuvent changer la

donne », pour le conseiller municipal PCF Jean-Marc Coppola, évoquant la victoire sur le train primeur Perpignan-Rungis, qui devrait être remis en service ce dimanche. Le 5 décembre, le maire et 24 cars de la CGT de Miramas se rendront à Marseille pour la manifestation contre la réforme des retraites. Robin Matta, secrétaire CGT des cheminots résume l'état d'esprit qui animera ses camarades : « À attaque globale, réponse globale. La fin de l'embauche au statut cheminot prévu pour 2020 est censée faciliter la casse de nos retraites. Le gouvernement pourra répéter à l'envi que nous sommes sur un repli corporatiste, ce que nous posons, nous, sera la question du maintien des services publics. »

Jolan Zaparty

TÉMOIGNAGES

RECUEILLIS PAR J.Z.



Frédéric Vigouroux,
Maire de Miramas

« Notre gare ferroviaire, et de triage, est un outil fondamental pour la région, pour le pays où il ne reste plus que cinq de ces gares de triage. Nous sommes sur un enjeu de développement durable mais aussi stratégique et de sécurité. Ce n'est pas pour rien si l'armée, qui possède une grande base de défense sur notre ville, a choisi le train pour son transport d'équipements. »



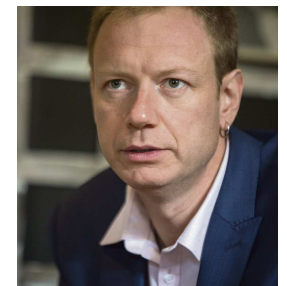
Robin Matta,
CGT cheminots Miramas

« La bataille du triage pour le maintien de l'outil industriel est inscrite dans l'ADN de notre syndicat. Cette lutte rejoint toutes les autres de la CGT pour le maintien d'un hôpital, d'une poste, de tous les services publics. Nous défendons le développement du fret public, parce que c'est le seul maillage qui permette de désengorger les routes, de transporter les matières dangereuses en sécurité. »



Marc Poggiale,
Conseiller métropolitain

« Aujourd'hui, une grande partie des marchandises qui arrivent chez nous, y compris du Sud, transitent par les ports du Nord de l'Europe, faute de maillage ferroviaire efficace. En développant notre réseau, le gain de temps serait au minimum de 10 jours ! C'est un enjeu économique. La Métropole doit aussi assumer son rôle dans la défense du triage de Miramas et du fret en général. »



Pierre Dharréville,
Député du département

« J'ai interrogé cette semaine la ministre des Transports Elisabeth Borne sur le lien entre le développement du fret et la réduction des pollutions atmosphériques, liés pour l'essentiel aujourd'hui au trafic routier. Nous réclamons une table ronde sur l'avenir du triage de Miramas et l'avenir du fret en général. Nous comptons bien saisir aussi le nouveau directeur de la SNCF. »